

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 16 JANVIER 1919.

Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, en ce qui concerne la rémunération des professeurs des Universités de l'État (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

L'exposé des motifs du projet de loi déposé par le Gouvernement justifie complètement la décision qu'il a prise de proposer la modification des articles 9, 25, § 1^{er}, et 24 de la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État.

*
* *

Le projet de loi arrête inclusivement les bases de la rémunération qui sera allouée aux professeurs et aux administrateurs-inspecteurs des Universités.

Un membre de votre Commission spéciale regrette que le traitement qui sera alloué à certains chargés de cours occupant en fait une place de professeur, ne puisse également être fixé par la loi. Mais elle admet qu'il ne peut être légiféré à leur égard puisque la loi les ignore. Elle reconnaît que le Gouvernement devra arrêter encore le montant de la rémunération qui sera octroyée à chacun d'entre eux puisqu'il est impossible de déterminer le rang qu'ils devraient occuper au sein du corps professoral aussi

(1) Projet de loi, n° 20.

(2) La Commission, présidée par M. HELLEPUTTE, était composée de MM. BRAUN, GOBLET, HUYSMANS, NEUJEAN, PIRARD, PUSSEMIER et VAN LIMBURG STIRUM.

longtemps que la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État n'aura pas été révisée.

D'autres membres de la Commission constatent et regrettent que le projet ne règle point la pension qui peut être allouée aux professeurs arrivant à l'âge de l'éméritat. Ils n'ont cependant point déposé un amendement au projet de loi parce qu'ils ont envisagé son but spécial qui est de régler exclusivement la rémunération allouable à certains membres de l'Université. Ils appellent l'attention du Gouvernement sur la question qu'ils ont soulevée.

*
* *

Le projet de loi qui vous est soumis prévoit d'abord la majoration du traitement fixe alloué aux professeurs et aux administrateurs-inspecteurs des Universités de l'État et ensuite l'octroi aux professeurs d'un supplément de traitement à raison des heures de leçon qu'ils donneraient au delà de quatre-vingt-dix. Le supplément de traitement remplacerait les ressources dont les professeurs bénéficiaient jusqu'ici à raison du partage qui était fait entre les professeurs et les agrégés du produit des inscriptions prises aux cours par les étudiants.

*
* *

Votre Commission spéciale estime que le relèvement du traitement fixe qui sera alloué aux professeurs et aux administrateurs-inspecteurs des Universités de l'État s'impose.

Le taux de ces traitements a été fixé en 1863. Il n'a pas été modifié depuis. Il est évident que ces rémunérations n'assurent plus aujourd'hui aux intéressés une existence matérielle équivalente à celle qu'ils pouvaient se procurer en 1863.

Aussi votre Commission spéciale a-t-elle l'honneur de vous proposer l'adoption de l'article 1^{er} du projet déposé par le Gouvernement.

*
* *

Votre Commission spéciale n'a pas adopté le texte que le Gouvernement propose de substituer à l'article 21 actuellement en vigueur.

Elle a l'honneur de proposer de remplacer les alinéas 2, 3, 4 de l'article 2 du projet de loi par le texte suivant :

ART. 21. — Le produit des inscriptions aux cours énumérés par les articles 13 à 28 des lois du 10 avril 1890 et 3 juillet 1894 forme une masse commune pour chacune des Universités de l'État.

ART. 21. — Uit de opbrengst der inschrijvingen op de leergangen vermeld in de artikelen 13 tot 28 der wetten van 10 April 1890 en 3 Juli 1894 wordt een gemeen fonds gevormd voor elke van de Rijkshoogescholen.

<i>A la fin de l'année académique, il est partagé entre les membres du corps enseignant de chaque Université, au prorata du nombre d'heures de leçons attribuées aux cours dont ils sont chargés.</i>	<i>Op het einde van het academisch jaar wordt die opbrengst onder al de leden van het onderwijzend personeel van elke Hoogeschool verdeeld naar verhouding van het aantal lesuren bepaald voor de leergangen waarmede zij belast zijn.</i>
--	---

Il semble à la Commission spéciale que le produit des inscriptions aux cours ne peut être versé dans les caisses de l'État.

Il doit demeurer la propriété du corps professoral des Universités.

Le système est traditionnel en Belgique. Il existe dans l'enseignement supérieur comme dans l'enseignement moyen. Il est juste. Les étudiants s'inscrivent à des cours pour suivre les leçons de maîtres dont ils choisissent l'enseignement. Il faut donc que le sacrifice qu'ils s'imposent bénéficie aux maîtres qu'ils honorent de leur confiance. En outre, le professeur qui, par sa valeur ou par l'utilité de son enseignement, attire des élèves à l'Université à laquelle il est attaché, ou qui pourrait attirer des élèves en perfectionnant son enseignement, doit quand même, quel que soit son désintéressement scientifique, être stimulé dans son travail par l'idée qu'il bénéficie des ressources qu'il procure au corps dont il est un membre.

Le texte proposé donne le résultat cherché par le projet déposé par le Gouvernement. Il fait disparaître les inégalités que provoque le mode actuel de partage du minerval.

Il évite, avant que l'ensemble de la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État ne soit révisé, que le maximum des heures-leçons pour lesquelles un professeur sera rémunéré ne soit fixé. Le projet de loi ne justifie d'ailleurs pas le choix de la limite adoptée.

Il semble enfin que l'adoption du texte proposé par votre Commission spéciale offre un autre avantage. L'organisation de cours nouveaux jugés indispensables ne pourra être critiquée par le corps professoral. Une augmentation du nombre total des heures-leçons entraînera pour chaque professeur un sacrifice pécuniaire peu appréciable, le produit de toutes les inscriptions formant masse. Mais tous les professeurs de l'État seront désormais intéressés aussi à ce que l'enseignement donné soit limité à l'exposé approfondi des principes fondamentaux de la branche qu'ils traitent.

*
* *

La Commission s'est ralliée à l'amendement ci-après déposé par le Gouvernement au projet de loi et par lequel il propose de fixer au 1^{er} janvier 1919 la date de l'application des dispositions dont il propose l'adoption.

Ajouter au projet un article 3
ainsi conçu :

ART. 3.

*La présente loi sortira ses effets le
1^{er} janvier 1919.*

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

Aan het ontwerp het navolgende
artikel 3 toe te voegen :

ART. 3.

*Deze wet treedt in werking op 1 Ja-
nuari 1919.*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

ALPH. HARMIGNIE.

Le Rapporteur,
PUSSEMIER.

Le Président,
HELLEPUTTE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JANUARI 1919.

Ontwerp van wet, waarbij de wet tot regeling van het hooger onderwijs, op 's Rijks kosten gegeven, wordt gewijzigd wat betreft de bezoldiging van de professoren en de beheerderstoezieners der Rijkshoogescholen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **PUSSEMIER**.

MIJNE HEEREN,

De Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, door de Regeering ingediend, wettigt ten volle de beslissing door haar genomen om de wijziging voor te stellen van de artikelen 9, 25, lid 1, en 21 der wet tot regeling van het hooger onderwijs op 's Rijks kosten gegeven.

*
* *

Het wetsontwerp stelt mede de grondslagen vast van de bezoldiging, die aan de professoren en beheerders-toezieners der hoogescholen zal toegekend worden.

Een lid van uwe Bijzondere Commissie betreurt dat de wedde toegekend aan sommige docenten, die feitelijk eene plaats van professor bekleeden, ook niet door de wet kan vastgesteld worden. Maar de Commissie neemt aan dat de wet zich met hen niet kan bezighouden, vermits de wet ze niet kent. Zij erkent dat de Regeering het bedrag van de aan ieder van hen toegekende bezoldiging zal moeten vaststellen vermits het, zoolang de wet

(1) Wetsontwerp, n° 20.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer HELLEPUTTE, was samengesteld uit de heeren BRAUN, GOBLET, HUYSMANS, NEUJEAN, PIRARD, PUSSEMIER en van LIMBURG STIRUM.

op het hooger onderwijs, op 's Rijks kosten gegeven, niet zal herzien zijn, onmogelijk is den rang te bepalen, dien zij onder het onderwijzend personeel zouden moeten bekleeden.

Andere leden stellen vast en betreuren dat het ontwerp geen regeling bevat van het pensioen, dat aan de professoren, die den leeftijd voor het emeritaat bereikt hebben, kan toegekend worden. Zij hebben evenwel geen amendement op het ontwerp ingediend, daar zij het bijzonder doel er van in aanmerking namen, dat namelijk hierop neerkomt, uitsluitend de bezoldiging van zekere leden van de Universiteit te regelen. Zij vestigen de aandacht van de Regeering op de door hen opgeworpen quaestie.

*
* *

Het wetsontwerp, dat u is voorgelegd, voorziet vooreerst de verhooging van de vaste wedde toegekend aan de professoren en de beheerders-toezieners van het hooger onderwijs op 's Rijks kosten gegeven, alsmede het verleen van een bijwedde aan de professoren, berekend naar het getal lesuren boven negentig gegeven. De bijwedde zou de verdiensten vervangen, die tot dusver de professoren ten goede kwamen wegens de verdeling van de inschrijvingsgelden der studenten onder de professoren en geaggregeerde professoren.

*
* *

Uwe Bijzondere Commissie is van gevoelen dat de verhooging van de vaste wedde der professoren en beheerders-toezieners zich opdringt.

Het bedrag van die jaarwedden werd in 1863 vastgesteld. Sedertdien werd er geen wijziging in gebracht. Het spreekt vanzelf dat die bezoldigingen aan de belanghebbenden een stoffelijk bestaan niet meer verzekeren, dat zij zich in 1863 verschaffen konden.

Ook heeft uwe Commissie de eer u voor te stellen, artikel 1 van het ontwerp der Regeering aan te nemen.

*
* *

Uwe Bijzondere Commissie heeft den tekst niet aangenomen, dien de Regeering voorstelt ter vervanging van artikel 21 der thans van kracht zijnde wet.

Zij heeft de eer voor te stellen, de alineas 2, 3, 4 van artikel 2 van het wetsontwerp door den volgende tekst te vervangen.

Art. 21. — Le produit des inscriptions aux cours énumérés par les articles 13 à 28 des lois du 10 avril 1890 et 3 juillet 1891 forme une masse commune pour chacune des Universités de l'État.

Art. 21. — Uit de opbrengst der inschrijvingen op de leergangen vermeld in de artikelen 13 tot 28 der wetten van 10 April 1890 en 3 Juli 1891 wordt een gemeen fonds gevormd voor elke van de Rijkshoogescholen.

A la fin de l'année académique, il est partagé entre les membres du corps enseignant de chaque Université, au prorata du nombre d'heures de leçons attribuées aux cours dont ils sont chargés.

Op het einde van het academisch jaar wordt die opbrengst onder al de leden van het onderwyzend personeel van elke Hoogeschool verdeeld naar verhouding van het aantal lesuren bepaald voor de leergangen waarmede zij belast zijn.

Het komt de Bijzondere Commissie voor, dat de opbrengst der inschrijvingen op de leergangen niet in 's Rijks kas mag worden gestort.

Zij moet de eigendom van het onderwyzend personeel der Universiteiten blijven.

In België bestaat dat stelsel bij overlevering. Het bestaat in het hooger zoowel als in het middelbaar onderwijs. Dat stelsel is rechtvaardig. De studenten doen zich inschrijven op leergangen om lessen bij te wonen van meesters, wier onderwijs zij kiezen. Derhalve moet de opoffering, die zij zich opleggen, ten goede komen aan de meesters, die zij met hun vertrouwen vereeren. Daarbij, de professor, die door zijn waarde of door het nut van zijn onderwijs studenten lokt naar de hoogeschool, waaraan hij verbonden is, of die er studenten zou kunnen heen lokken door het volmaken van zijn onderwijs, moet toch, hoe groot zijn wetenschappelijke onbaatzuchtigheid ook weze, in zijn werk aangeprikkeld worden door het denkbeeld, dat hij zijn deel krijgt van de geldmiddelen die hij verschaft aan het onderwyzend personeel, waartoe hij behoort.

De voorgestelde tekst geeft den uitslag, door het ontwerp der Regeering nagestreefd. Hij doet de ongelijkheden verdwijnen, die het gevolg zijn van de tegenwoordige wijze van verdeling van het leergeld.

Hij vermijdt, vóór dat de gansche wet op het hooger onderwijs, op 's Rijks kosten gegeven, herzien zij, dat het maximum lesuren voor welke een professor bezoldigd zal wezen, zou bepaald worden. Het wetsontwerp wettigt overigens niet de keus van de aangenomen grens.

Het komt ten slotte voor, dat de aanneming van den tekst, door uwe Bijzondere Commissie voorgesteld, een ander voordeel oplevert. De inrichting van nieuwe, onontbeerlijk geachte leergangen zal door het onderwyzend personeel niet kunnen gelaakt worden. Eene vermeerdering van het gezamenlijk getal lesuren zal voor elken professor een zeer geringe geldelijke opoffering medebrengen, vermits de opbrengst van al de inschrijvingen een fonds uitmaakt.

Maar alle professoren van den Staat zullen er voortaan ook belang bij hebben, dat het verstrekte onderwijs bepaald blijve bij de grondige uiteenzetting der grondbeginselen van het door hen behandeld vak.

*
* *

De Commissie heeft zich aangesloten bij het navolgend amendement, dat door de Regeering op het ontwerp ingediend werd en waarbij de voorgestelde bepalingen te beginnen met 1 Januari 1919 zouden verbindend zijn.

Ajouter au projet un article 3
ainsi conçu :

ART. 3.

*La présente loi sortira ses effets le
1^{er} janvier 1919.*

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

Aan het ontwerp het navolgende
artikel 3 toe te voegen :

ART. 3.

*Deze wet is verbindend te beginnen
met 1 Januari 1919.*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

ALPH. HARMIGNIE.

De Verslaggever,
PUSSEMIER.

De Voorzitter,
HELLEPUTTE.

